

Chrétiens dans la Cité

Blog de la lettre d'information de Denis Sureau

Accueil Contact

Texte intégral du discours de JD Vance

Publié le 17 février 2025

Voici la transcription intégrale du remarquable discours du vice-président JD Vance lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, le 14 février 2025.

Merci, et merci à tous les délégués, personnalités et professionnels des médias réunis, et merci en particulier à l'hôte de la Conférence de Munich sur la sécurité d'avoir pu organiser un événement aussi incroyable. Nous



sommes bien sûr ravis d'être ici, nous sommes heureux d'être ici, et l'une des choses dont je voulais parler aujourd'hui, c'est bien sûr nos valeurs communes, et vous savez, c'est formidable d'être de retour en Allemagne, comme vous l'avez entendu plus tôt. J'étais ici l'année dernière en tant que sénateur des États-Unis, j'ai rencontré le ministre des Affaires étrangères David Lammy et j'ai plaisanté en disant que l'année dernière, nous avions tous deux des emplois différents de ceux que nous avons maintenant, mais qu'il est maintenant temps pour tous nos pays, pour nous tous qui avons eu la chance de recevoir le pouvoir politique de nos peuples respectifs, de l'utiliser à bon escient pour améliorer nos vies, et je tiens à dire que j'ai eu la

chance, pendant mon séjour ici, de passer du temps en dehors des murs de cette conférence au cours des dernières 24 heures, et j'ai été très impressionné par l'hospitalité des gens, même, bien sûr, alors qu'ils sont sous le choc de l'horrible attaque d'hier. Et la première fois que je suis allé à Munich, c'était avec ma femme, qui est ici avec moi aujourd'hui pour un voyage personnel, j'ai toujours aimé la ville de Munich et j'ai toujours aimé ses habitants. Je veux juste dire que nous sommes très émus et que nos pensées et nos prières vont à Munich et à tous ceux qui sont touchés par le mal infligé à cette belle communauté. Nous pensons à vous, nous prions pour vous et nous vous soutiendrons certainement dans les jours et les semaines à venir.

Préoccupations sécuritaires et valeurs européennes

J'espère que ce ne sont pas les derniers applaudissements que je recevrai, mais nous nous réunissons à cette conférence, bien sûr, pour discuter de sécurité, et nous parlons généralement des menaces à notre sécurité extérieure. Je vois de nombreux grands chefs militaires réunis ici aujourd'hui, mais même si l'administration Trump est très préoccupée par la sécurité européenne et estime que nous pouvons parvenir à un règlement raisonnable entre la Russie et l'Ukraine, et nous pensons également qu'il est important que l'Europe prenne des mesures importantes pour assurer sa propre défense dans les années à venir, la menace qui m'inquiète le plus vis-à-vis de l'Europe n'est pas la Russie, ni la Chine, ni aucun autre acteur extérieur.

Et ce qui m'inquiète, c'est la menace qui vient de l'intérieur, le recul de l'Europe par rapport à certaines de ses valeurs les plus fondamentales, des valeurs partagées avec les États-Unis d'Amérique.

J'ai été frappé par la récente intervention à la télévision d'un ancien commissaire européen qui s'est réjoui de l'annulation par le gouvernement roumain d'une élection. Il a prévenu que si les choses ne se déroulaient pas comme prévu, la même chose pourrait se produire en Allemagne.

Ces déclarations désinvoltes sont choquantes pour les oreilles des Américains. Depuis des années, on nous répète que tout ce que nous finançons et soutenons est fait au nom de nos valeurs démocratiques communes. De notre politique à l'égard de l'Ukraine à la censure numérique, tout est présenté comme une défense de la démocratie.

Mais lorsque nous voyons des tribunaux européens annuler des élections et de hauts responsables menacer d'en annuler d'autres, nous devons nous demander si nous nous imposons les normes les plus élevées. Et je dis nous-mêmes parce que je crois fondamentalement que nous sommes dans la même équipe. Nous devons faire plus que parler des valeurs démocratiques, nous devons les vivre.

Les leçons de la guerre froide

Beaucoup d'entre vous présents dans cette salle se souviennent que la guerre froide a placé les défenseurs de la démocratie face à des forces bien plus tyranniques sur ce continent. Et pensez à ceux qui ont censuré les dissidents, fermé les églises, annulé les élections. Étaient-ils les bons ? Certainement pas.

Mais grâce à Dieu, ils ont perdu la guerre froide. Ils l'ont perdue parce qu'ils n'ont ni valorisé ni respecté tous les bienfaits extraordinaires de la liberté. La liberté de surprendre, de faire des erreurs, d'inventer, de construire. Il s'avère qu'on ne peut pas imposer l'innovation ou la créativité, tout comme on ne peut pas forcer les gens à penser, à ressentir ou à croire.

Nous pensons que ces choses sont certainement liées. Malheureusement, quand je regarde l'Europe aujourd'hui, je ne vois pas toujours très bien ce qui est arrivé à certains des vainqueurs de la guerre froide. Je regarde Bruxelles, où les commissaires européens avertissent les citoyens qu'ils ont l'intention de fermer les réseaux sociaux en cas de troubles civils dès qu'ils jugent que qu'ils considèrent comme étant, je cite, « du contenu haineux ». Je regarde mon propre pays, où la police a mené des descentes contre des citoyens soupçonnés d'avoir publié des commentaires antiféministes en ligne dans le cadre, je cite, de « la lutte contre la misogynie sur Internet, une journée d'action ».

Je pense à la Suède, où le gouvernement a condamné il y a deux semaines un militant chrétien pour avoir participé à l'autodafé de Corans qui a entraîné le meurtre de son ami. Comme l'a fait remarquer de manière effrayante le juge dans son cas, les lois suédoises censées protéger la liberté d'expression ne donnent pas, en réalité, et je cite, « carte blanche pour faire ou dire n'importe quoi sans risquer d'offenser le groupe qui professe cette croyance ».

Et ce qui m'inquiète le plus, c'est peut-être le cas de nos chers amis du Royaume-Uni, où le recul des droits de conscience a mis en péril les libertés fondamentales des Britanniques religieux en particulier. Il y a un peu plus de deux ans, le gouvernement britannique a accusé Adam Smith-Connor, un physiothérapeute de 51 ans et ancien combattant de l'armée, du crime odieux d'avoir prié en silence pendant trois minutes à 50 mètres d'une clinique d'avortement.

Il n'a pas gêné personne, n'a pas interagi avec qui que ce soit, il a simplement prié en silence. Après que les forces de l'ordre britannique l'ont repéré et lui ont demandé pourquoi il priait, Adam a simplement répondu que c'était au nom de son fils à naître que lui et son ancienne petite amie avaient avorté des années auparavant.

Les policiers n'ont pas bougé. Adam a été reconnu coupable d'avoir enfreint la nouvelle loi gouvernementale sur les zones tampons, qui criminalise la prière silencieuse et d'autres actions susceptibles d'influencer la décision d'une personne à moins de 200 mètres d'un centre d'avortement. Il a été condamné à payer des milliers de livres sterling de frais de justice au ministère public.

J'aimerais pouvoir dire qu'il s'agit d'un coup de chance, d'un exemple unique et fou d'une loi mal rédigée adoptée contre une seule personne. Mais non, en octobre dernier, il y a quelques mois à peine, le gouvernement écossais a commencé à distribuer des lettres aux citoyens dont les maisons se trouvent dans des zones d'accès dites sûres, les avertissant que même une prière privée dans leur propre maison peut être considérée comme une infraction à la loi. Naturellement, le gouvernement a exhorté les lecteurs à signaler tout concitoyen soupçonné d'avoir commis un délit de pensée. En Grande-Bretagne et dans toute l'Europe, je crains que la liberté d'expression ne soit en recul.

La censure aux États-Unis

Et dans l'intérêt de la comédie, mes amis, mais aussi dans l'intérêt de la vérité, je dois admettre que parfois les voix les plus fortes en faveur de la censure ne viennent pas d'Europe, mais de mon propre pays, où le gouvernement précédent a menacé et intimidé les sociétés de médias sociaux pour qu'elles censurent ce qu'on appelle la désinformation. La désinformation, comme par exemple l'idée que le coronavirus avait probablement fuité d'un laboratoire en Chine, a poussé notre propre gouvernement à encourager les entreprises privées à faire taire les personnes qui osaient dire ce qui s'est avéré être une vérité évidente.

Je ne viens donc pas ici aujourd'hui avec une simple observation, mais avec une proposition. Tout comme l'administration Biden semblait désespérée de faire taire les gens qui s'exprimaient, l'administration Trump fera exactement le contraire, et j'espère que nous pourrions travailler ensemble sur ce sujet. À Washington, un nouveau shérif est en poste et, sous la direction de Donald Trump, nous pouvons être en désaccord avec vos opinions, mais nous battons pour défendre votre droit de les exprimer sur la place publique, que vous soyez d'accord ou non.

Annulation des élections en Roumanie

Nous en sommes maintenant au point où la situation est devenue si mauvaise qu'en décembre dernier, la Roumanie a purement et simplement annulé les résultats d'une élection présidentielle, sur la base de soupçons fragiles d'une agence de renseignement et d'une énorme pression de ses voisins continentaux.

D'après ce que j'ai compris, l'argument était que la désinformation russe avait infecté les élections roumaines. Mais je demanderais à mes amis européens de prendre du recul. Vous pouvez penser que c'est mal pour la Russie d'acheter des publicités sur les réseaux sociaux pour influencer vos élections. Nous le pensons certainement. Vous pouvez même condamner cela sur la scène internationale.

Mais si votre démocratie peut être détruite avec quelques centaines de milliers de dollars de publicité numérique provenant d'un pays étranger, alors elle n'était pas très forte au départ. La bonne nouvelle, c'est que je pense que vos démocraties sont bien moins fragiles que beaucoup de gens le craignent, et je crois vraiment que permettre à nos citoyens de s'exprimer les rendra encore plus forts. Ce qui nous ramène bien sûr à Munich, où les organisateurs de cette conférence ont interdit aux législateurs représentant les partis de gauche comme de droite de participer à ces discussions.

Encore une fois, nous ne sommes pas obligés d'être d'accord avec tout ce que les gens disent, mais lorsque les gens représentent, lorsque les dirigeants politiques représentent un groupe important, il nous incombe au moins de participer au dialogue avec eux. Aujourd'hui, pour beaucoup d'entre nous, de l'autre côté de l'Atlantique, cela ressemble de plus en plus à de vieux intérêts bien ancrés se cachant derrière des termes laids de l'ère soviétique comme « désinformation » et « désinformation », qui n'aiment tout simplement pas l'idée que quelqu'un avec un point de vue alternatif puisse exprimer une opinion différente ou, Dieu nous en préserve, voter différemment ou pire encore, gagner une élection.

Dépenses de défense et sécurité européenne

Il s'agit d'une conférence sur la sécurité et je suis sûr que vous êtes tous venus ici préparés à parler de la manière dont vous comptez augmenter les dépenses de défense au cours des prochaines années, en fonction d'un nouvel objectif. Et c'est formidable, car comme le président Trump l'a clairement indiqué, il estime que nos amis européens doivent jouer un rôle plus important dans l'avenir de ce continent. Nous ne pensons pas que nous devons partager le fardeau, mais nous pensons qu'il est important que les Européens prennent les choses en main, tandis que l'Amérique se concentre sur les régions du monde qui sont en grand danger.

Mais permettez-moi aussi de vous demander comment vous allez pouvoir réfléchir aux questions budgétaires si nous ne savons pas ce que nous défendons au départ. J'ai déjà entendu beaucoup de choses à ce sujet au cours de mes conversations et j'ai eu de très nombreuses conversations intéressantes avec de nombreuses personnes réunies ici dans cette salle. J'ai beaucoup entendu parler de ce contre quoi vous devez vous défendre, et bien sûr, c'est important.

Mais ce qui m'a semblé un peu moins clair, et certainement à de nombreux citoyens européens, c'est pourquoi vous vous défendez exactement.

Quelle est la vision positive qui anime ce pacte de sécurité partagé que nous considérons tous comme si important ? Et je crois profondément qu'il n'y a pas de sécurité si l'on a peur des voix, des opinions et de la conscience qui guident son propre peuple. L'Europe est confrontée à de nombreux défis, mais la crise à laquelle ce continent est confronté en ce moment, la crise à laquelle nous sommes tous confrontés ensemble, je crois, est une crise que nous avons nous-mêmes créée. Si vous vous présentez dans la peur de vos propres électeurs, l'Amérique ne peut rien faire pour vous, et d'ailleurs vous ne pouvez rien faire pour le peuple américain qui m'a élu et qui a élu le président Trump.

Pour accomplir quoi que ce soit de valable dans les années à venir, il faut des mandats démocratiques. N'avons-nous rien appris sur le fait que les mandats trop minces produisent des résultats instables ?

L'importance des mandats démocratiques

Mais il y a tellement de choses qui peuvent être accomplies avec le type de mandat démocratique qui, je pense, résultera d'une plus grande réactivité aux voix de vos citoyens. Si vous voulez profiter d'économies compétitives, si vous voulez profiter d'une énergie abordable et de chaînes d'approvisionnement sûres, alors vous avez besoin de mandats pour gouverner, car vous devez faire des choix difficiles pour profiter de toutes ces choses, et bien sûr, nous le savons très bien aux États-Unis.

On ne peut pas gagner un mandat démocratique en censurant ses adversaires ou en les mettant en prison, qu'il s'agisse du chef de l'opposition, d'un humble chrétien priant chez lui ou d'un journaliste essayant de rapporter l'actualité. On ne peut pas non plus gagner un mandat démocratique en négligeant son électorat de base sur des questions comme celle de savoir qui a le droit de faire partie de notre société commune.

Le défi des migrations de masse

Parmi tous les défis urgents auxquels sont confrontées les nations représentées ici, je pense qu'il n'y en a pas de plus urgent que la migration de masse. Aujourd'hui, près d'une personne sur cinq vivant dans ce pays a immigré de l'étranger. Il s'agit, bien sûr, d'un chiffre record. C'est d'ailleurs un chiffre similaire aux États-Unis, également un record historique. Le nombre d'immigrants entrés dans l'UE en provenance de pays tiers a doublé entre 2021 et 2022 seulement, et bien sûr, il a beaucoup augmenté depuis.

Nous connaissons la situation, elle ne s'est pas produite dans le vide. C'est le résultat d'une série de décisions conscientes prises par des hommes politiques de tout le continent et d'autres pays du monde entier au cours d'une décennie. Nous avons vu les horreurs provoquées par ces décisions hier dans cette même ville.

Et bien sûr, je ne peux pas évoquer à nouveau ce sujet sans penser aux terribles victimes qui ont vu une belle journée d'hiver à Munich gâchée. Nos pensées et nos prières les accompagnent et resteront avec elles.

Mais pourquoi une telle situation s'est-elle produite ? C'est une histoire terrible, mais nous l'avons entendue trop souvent en Europe et malheureusement aussi trop souvent aux États-Unis. Un demandeur d'asile, souvent un jeune homme d'une vingtaine d'années, déjà connu de la police, force dans une foule avec sa voiture et détruit une communauté.

Combien de fois devons-nous subir ces revers effroyables avant de changer de cap et de donner à notre civilisation commune une nouvelle direction ? Aucun électeur sur ce continent n'est allé aux urnes pour ouvrir les vannes à des millions d'immigrés sans aucun contrôle.

Mais savez-vous pour quoi ils ont voté ? En Angleterre, ils ont voté pour le Brexit, et qu'ils soient d'accord ou pas, ils ont voté pour. Et de plus en plus, partout en Europe, ils votent pour des dirigeants politiques qui promettent de mettre fin à une migration incontrôlée. Je suis d'accord avec beaucoup de ces préoccupations, mais vous n'êtes pas obligé d'être d'accord avec moi. Je pense simplement que les gens se soucient de leur maison, de leurs rêves, de leur sécurité et de leur capacité à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants.

Et ils sont intelligents. Je pense que c'est l'une des choses les plus importantes que j'ai apprises au cours de ma brève carrière politique. Contrairement à ce que l'on pourrait entendre à Davos, les citoyens de nos pays ne se considèrent généralement pas comme des animaux éduqués ou comme des rouages interchangeables de l'économie mondiale. Il n'est pas surprenant qu'ils ne veuillent pas être bousculés ou ignorés par leurs dirigeants.

C'est le rôle de la démocratie de trancher ces grandes questions lors des urnes. Je crois que rejeter les gens, ignorer leurs préoccupations ou, pire encore, bloquer les médias, bloquer les élections ou exclure les gens du processus politique, ne protège rien. En fait, c'est le moyen le plus sûr de détruire la démocratie.

Et s'exprimer et exprimer son opinion ne constitue pas une ingérence électorale, même lorsque des personnes expriment des opinions en dehors de votre propre pays et même lorsque ces personnes sont très influentes. Et croyez-moi, je dis cela avec humour : si la démocratie américaine a pu survivre à dix ans de réprimandes de Greta Thunberg, vous pouvez survivre à quelques mois d'Elon Musk.

L'importance d'écouter les gens

Mais aucune démocratie, qu'elle soit américaine, allemande ou européenne, ne survivra à l'idée de dire à des millions d'électeurs que les leurs pensées et leurs préoccupations, leurs aspirations, leurs demandes d'aide ne sont pas valables ou ne méritent même pas d'être prises en considération. La démocratie repose sur le principe sacré selon lequel la voix du peuple compte. Il n'y a pas de place pour les pare-feu. Soit on respecte ce principe, soit on ne le respecte pas.

Les Européens, les citoyens, ont voix au chapitre. Les dirigeants européens ont le choix. Et je suis convaincu que nous ne devons pas avoir peur de l'avenir. Vous pouvez accepter ce que vos concitoyens vous disent, même si c'est surprenant, même si vous n'êtes pas d'accord.

Et si vous le faites, vous pourrez affronter l'avenir avec certitude et confiance, sachant que la nation est derrière chacun de vous. Et c'est là, à mes yeux, la grande magie de la démocratie. Elle ne réside pas dans ces bâtiments en pierre ou ces beaux hôtels. Elle ne réside même pas dans les grandes institutions que nous avons bâties ensemble en tant que société commune.

Croire en la démocratie, c'est comprendre que chacun de nos citoyens est doté de sagesse et a voix au chapitre. Et si nous refusons d'écouter cette voix, même nos combats les plus victorieux n'aboutiront à rien. Comme l'a dit un jour le pape Jean-Paul II, à mon avis l'un des plus extraordinaires défenseurs de la démocratie sur ce continent ou sur tout autre, « n'ayez pas peur ». Nous ne devrions pas avoir peur de notre peuple, même lorsqu'il exprime des opinions qui ne sont pas celles de ses dirigeants. Merci à tous.

Bonne chance à tous. Que Dieu vous bénisse.

Partager cet article

Partager Enregistrer 6 Répondre 0

S'inscrire à la newsletter

Vous aimerez aussi :

Comment expliquer le bond des baptêmes d'adolescents et d'adultes ?

Eglises à vendre ou à sauver

Jean Borella pour tous

L'étonnante affluence du mercredi des Cendres

« Au sommaire du numéro 459

L'étonnante affluence du mercredi des Cendres »

Commenter cet article

Ajouter un commentaire

Mes réseaux sociaux

Facebook X Instagram YouTube

Recherche

Recherche

Denis Sureau

Chrétiens dans la Cité n'est pas une association mais une lettre d'information indépendante dirigée par Denis Sureau, journaliste, éditeur et théologien. Il a publié Comprendre et expliquer le Notre Père et les grandes prières chrétiennes (Transmettre), J'élève mon enfant avec le Christ (Transmettre), Frère Laurent de la Résurrection (Artège), Deux mariages et un enterrement (EHN), Pour une nouvelle théologie politique (Parole et Silence et traduction en espagnol : Una nueva teología política, Nuovo Inicio). Retour à la politique (DDM), Prières devant le Saint Sacrement, traduction et commentaire des prières de saint Thomas d'Aquin (Éditions L'Emmanuel, Petite somme politique, anthologie de textes politiques de saint Thomas d'Aquin (Téqui). En 2018, il a publié les oeuvres d'Augustin Cochlin sous le titre La Machine révolutionnaire (Tallandier).